

FRANÇAIS DU MONDE – ADFE

Association Démocratique des Français à l'Étranger
Reconnue d'utilité publique

FRANÇAIS DU MONDE – ADFE

6 rue Lhomond
75005 PARIS
+33 (0) 6 59 57 12 27
contact@francais-du-monde.org

À l'attention de :

Mesdames, Messieurs les députés,
membres de la commission spéciale
chargée d'examiner la proposition de loi intégrale
contre les violences sexistes et sexuelles,

Mesdames, Monsieur,
Christopher WEISSBERG, Président de la Commission spéciale,
Constance de PELICHY, Sylvie BONNET et Florence HEROUIN-LEAUTEY,
Vice-Présidentes de la commission spéciale,
Frédéric VALLETOUX, Vice-Président de la commission spéciale,
Céline THIEBAULT-MARTINEZ, Rapporteure générale de la commission,

Paris, le 22 septembre 2026

Objet : Les violences ne s'arrêtent pas aux frontières – les droits des victimes non plus

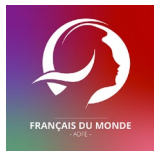
Mesdames, Messieurs les députés,

L'association Français du monde – ADFE, reconnue d'utilité publique, agit depuis 46 ans pour défendre les droits des Françaises et des Français établis hors de France. Nos instances, réunies en soutien unanime, saluent l'initiative portée par la députée Céline THIEBAULT-MARTINEZ, soutenue par un groupe transpartisan de 237 parlementaires. Cette proposition vise à apporter une réponse globale et coordonnée aux violences sexistes et sexuelles commises à l'encontre des femmes et des enfants.

Dans le cadre de l'examen des propositions de loi n°3106 et n°3107, nous souhaitons attirer votre attention sur un angle mort : la situation des femmes et enfants français victimes de violences à l'étranger.

Pour une Française victime de violences conjugales, sexuelles ou intrafamiliales hors de France, les obstacles s'accumulent : éloignement géographique et social, dépendance économique, méconnaissance des droits locaux, barrières linguistiques, confiscation des documents d'identité, présence d'enfants mineurs, impossibilité matérielle de quitter le territoire, risque de représailles. Les enfants mineurs, quant à eux, ne sont pas épargnés par les violences sexuelles, la pédocriminalité ou l'inceste à l'étranger.

Depuis plusieurs années, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a progressivement construit une politique de protection des Françaises victimes de violences à l'étranger. A titre d'exemple, le «



FRANÇAIS DU MONDE – ADFE

Association Démocratique des Français à l'Étranger
Reconnue d'utilité publique

Guide des victimes françaises à l'étranger » a été enrichi en 2026 de fiches consacrées aux violences sexistes et sexuelles, aux violences conjugales et intrafamiliales et aux situations de mariage forcé. En outre, une convention conclue en mars 2025 avec la plateforme Save You (fondation the Sorority) permet aux femmes françaises établies hors de France victimes de violences intrafamiliales de bénéficier gratuitement, partout dans le monde, d'une écoute et d'un accompagnement juridique, psychologique et social.

Cependant, ces dispositifs restent fragiles car dépendants de dispositifs administratifs et consulaires variables, soumis à des moyens budgétaires incertains, et sans cadre légal pérenne.

Pour combler ce vide, nous vous demandons de soutenir l'intégration d'un volet dédié aux Françaises et enfants victimes à l'étranger dans les propositions de loi.

Ce volet devrait garantir :

- La reconnaissance d'un droit à la protection consulaire et à un accompagnement sécurisé et spécialisé permettant la continuité de la prise en charge entre l'étranger et la France ;
- L'accès systématique à une mise à l'abri et à un accompagnement d'urgence ;
- La possibilité d'un retour en France si nécessaire à la protection de la victime (et de ses enfants) ;
- La pérennisation des dispositifs d'écoute et d'accompagnement (juridique, psychologique) accessibles depuis l'étranger ;
- L'allocation de moyens budgétaires dédiés et une obligation d'évaluation.

La stratégie française de diplomatie féministe 2025-2030 prévoit explicitement le renforcement de l'action du réseau diplomatique et consulaire pour les victimes à l'étranger. Il serait paradoxal que cette politique publique ne s'inscrive pas dans la loi intégrale, appelée à formaliser la lutte contre les violences sexistes et sexuelles en France.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à cette demande et restons à votre disposition pour échanger sur le sujet.

Jaime PEYPOCH
Président,
Français du monde – ADFE



FRANÇAIS DU MONDE - ADFE

6, rue Lhomond, 75005 Paris
<https://francais-du-monde.org>
contact@francais-du-monde.org | +33 (0) 6 59 57 12 27